

Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur/directrice général(e) adjoint(e) (grade AD 15)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2023/10428

Présentation

La direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS) a pour mandat global d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de la Commission dans le secteur de la défense et de l'espace.

Le directeur/la directrice général(e) adjoint(e) assiste le directeur général dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie globale de la DG DEFIS ainsi que dans la réalisation de sa mission, de ses objectifs et de ses priorités.

Le directeur/la directrice général(e) adjoint(e) remplace le directeur général et représente la DG DEFIS et/ou la Commission lors de toute réunion interne ou externe.

Le directeur/la directrice général(e) adjoint(e) assiste le directeur général dans la gestion de la DG et la coordination de ses activités, notamment en dirigeant et en supervisant les activités des directions B «Innovation et promotion» et C «Espace».

La direction B «Innovation et promotion» est chargée des nouvelles avancées, de l'innovation et de la recherche dans le domaine spatial, des applications spatiales et de leur adoption par le marché, de la communication et des relations internationales. Un de ses principaux objectifs est de favoriser l'emploi et la croissance fondés sur les applications spatiales, en soutenant le développement et l'utilisation de nouvelles technologies. La direction B est chargée du développement de IRIS2 (Infrastructure pour la résilience, l'interconnexion et la sécurité par satellite), une nouvelle constellation qui permettra de disposer d'une connectivité sûre et résiliente à l'échelle mondiale pour renforcer la numérisation de l'économie et de la société et faire face aux menaces croissantes qui pèsent sur la géopolitique et la cybersécurité.

La direction C «Espace» est responsable de la politique spatiale globale de l'Union européenne et de la gestion des composantes du programme spatial relatives à la navigation par satellite et à l'observation de la Terre. La direction sera en particulier chargée de garantir la compétitivité et la viabilité de Copernicus, de Galileo et du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS). La direction a par ailleurs pour objectif d'assurer la cohérence de la politique spatiale européenne et de promouvoir le développement d'une industrie spatiale européenne forte.

Poste proposé

Le directeur/la directrice général(e) adjoint(e) a pour mission d'assister le directeur général tout en donnant des orientations stratégiques globales à la DG DEFIS dans le domaine de l'industrie de la défense et de l'espace, en particulier aux directions B et C, notamment pour:

- contribuer au renforcement de la résilience, de la sûreté et de la sécurité dans les chaînes de valeur de l'industrie spatiale et de la défense de l'UE afin de promouvoir notre mode de vie européen;
- développer IRIS 2, une nouvelle constellation multi-orbitale, qui devrait être opérationnelle en 2024 et axée sur la fourniture de communications par satellite sécurisées;
- contrôler le fonctionnement des programmes spatiaux existants de l'UE (Copernicus et Galileo/EGNOS), y compris leur gestion financière;
- assister le directeur général en ce qui concerne la coopération de la Commission avec l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence de l'UE pour le programme spatial (EUSPA);
- favoriser les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense et assurer leur enrichissement mutuel, y compris aux niveaux des programmes et des applications;
- garantir la surveillance stratégique des nouvelles activités spatiales de l'UE;
- soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine spatial, y compris les technologies quantiques, et élaborer une approche européenne du nouvel espace pour stimuler le potentiel d'innovation des PME et des jeunes pousses;
- favoriser la diffusion de données et d'informations provenant du programme spatial de l'UE, y compris en liaison étroite avec les DG et agences de l'UE concernées;
- contribuer au développement des instruments financiers et à l'accès à ces derniers;
- définir et mettre en œuvre des stratégies internationales liées à l'espace et à la défense.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder:

Compétences d'encadrement

- une capacité avérée à gérer le changement;
- une capacité à définir efficacement des priorités et des objectifs, et à allouer les ressources en conséquence;
- d'excellentes aptitudes managériales, en particulier une capacité avérée à diriger, à motiver et à développer des équipes et à prendre des décisions.

Compétences spécialisées et expérience

- une très bonne compréhension de l'écosystème de l'aviation, de la défense et de l'espace;
- une excellente capacité à définir des plans stratégiques et à se concentrer sur ceux-ci, à évaluer les progrès accomplis et à superviser la mise en œuvre;
- une excellente capacité à créer des synergies entre les autorités publiques et des entités privées dans le domaine de l'espace et de la défense.

Qualités personnelles

- une très bonne capacité à communiquer de manière efficace et efficiente avec l'ensemble des parties prenantes à l'intérieur ou à l'extérieur de la Commission;
- de très bonnes capacités de négociation;
- de très bonnes capacités analytiques, organisationnelles et conceptuelles.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels ci-après.

- Nationalité: les candidats doivent être des ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent avoir au minimum 15 ans d'expérience postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale².
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Les jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'UE. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur CV, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquels ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; et 5) le nombre de pairs.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Outre la présente publication externe au titre de l'article 29, paragraphe 2, du statut, cette fonction est publiée en interne par la Commission européenne en vertu de l'article 29, paragraphe 1, point a) i) et iii), du statut, ainsi qu'au niveau interinstitutionnel en vertu de l'article 29, paragraphe 1, point b), du statut.

Les candidatures internes et interinstitutionnelles seront examinées avant de procéder à l'examen éventuel des candidatures externes. En conséquence, la Commission européenne se réserve le droit de ne pas procéder à l'examen des candidatures externes.

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Lorsque la Commission procède à l'examen des candidatures externes, ce jury procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concerné(s).

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en#vacancies (disponible uniquement en anglais)

par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 15. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, Belgique.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données.

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Procédure de dépôt des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques demandés. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'une ou l'autre des conditions d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à: HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Nous vous conseillons vivement de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourrait faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois passé le délai d'inscription, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **14.04.2023 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante: <https://europa.eu/europass/en/create-europass-cv>